

## La corruption : Panorama des indicateurs de mesure

### Corruption: An overview of measurement indicators

Auteur 1 : EL JABRI Saloua,

Auteur 2 : EL KHIDER Abdelkader,

**EL JABRI Saloua (Docteur en Sciences Economiques)**

Université Cadi Ayyad /FSJES/ Marrakech- Maroc

[saloua.eljabri@gmail.com](mailto:saloua.eljabri@gmail.com)

**EL KHIDER Abdelkader (PES)**

Université Cadi Ayyad /FSJES/ Marrakech- Maroc

[elkhider\\_99@yahoo.fr](mailto:elkhider_99@yahoo.fr)

**Déclaration de divulgation :** L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts :** L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article :** EL JABRI, EL KHIDER, A (2022) « La corruption : Panorama des indicateurs de mesure », Revue African Scientific Journal, Volume 3, Numéro 10, pp : 001-018.

**Date de soumission :** Janvier 2022

**Date de publication :** Mars 2022



DOI: 10.5281/zenodo.6340922

Copyright © 2022 – ASJ



## Résumé

Ce papier examine de manière critique la méthodologie de mesure de la corruption depuis la première à la troisième génération d'indicateurs. D'ailleurs, la question de la quantification des actes de corruption est centrale car le choix de la méthode de mesure peut influencer de manière significative notre réflexion sur les déterminants, les mécanismes et l'impact de la corruption sur l'économie.

Nous fournissons une catégorisation conceptuelle des différentes méthodes de mesure tout en comparant les trois générations d'indicateurs en termes d'objectifs, de méthodologie et d'implications. Nous procédons également à une analyse critique des différents indicateurs, principalement ceux basés sur les perceptions.

Au vu des résultats obtenus, il semble que les générations se complètent en termes d'objectifs, de produits, de groupes cibles et d'approches. Néanmoins, les indicateurs de la troisième génération quoi que coûteux semblent les plus fiables dans la mesure où ils sont basés sur des données concrètes et spécifiques aux différents contextes, contrairement aux indicateurs basés sur les perceptions. En conséquence, il est de la plus haute importance de sélectionner soigneusement le type d'indicateur utilisé car les résultats, les conclusions et les implications peuvent différer de manière significative selon le type d'indicateur utilisé.

**Mots clés : Corruption-mesure-perceptions -gouvernance-indicateurs**

## Abstract

This paper critically examines the methodology of measuring corruption from first to third generation of indicators. Indeed, the issue of quantifying acts of corruption is central because the choice of measurement method can significantly influence our thinking about the determinants, mechanisms and impact of corruption on the economy. We provide a conceptual categorization of the different measurement methods while comparing the three generations of indicators in terms of objectives, methodology and implications. We also critically analyze the different indicators, mainly those based on perceptions.

Based on the results, it appears that the generations complement each other in terms of objectives, products, target groups and approaches. Nevertheless, the third generation indicators, although costly, seem to be the most reliable in that they are based on concrete, context-specific data, unlike the perception-based indicators. Therefore, it is of utmost importance to carefully select the type of indicator used, as the results, conclusions and implications may differ significantly depending on the type of indicator used.

**Keywords : Corruption-measures-perceptions-governance-indicators**

## Introduction

Depuis la fin des années 1990, les nouvelles stratégies de développement ayant pour objectif principal la lutte contre la pauvreté et les inégalités ont accordé une place capitale à la bonne gouvernance en général et à la lutte contre la corruption en particulier, et ce dans le cadre des réformes dites de seconde génération. Désormais la qualité des institutions constitue le pilier d'un développement durable et inclusif.

D'ailleurs, il existe un quasi-consensus selon lequel la corruption est négative pour la croissance économique et l'économie en général, cela peut se produire directement ou indirectement à travers divers canaux, entre autres, le canal de l'investissement, des dépenses publiques, le capital humain, la stabilité politique, les canaux de financement, et la fiscalité. Les preuves empiriques suggèrent également que les pays les plus corrompus tendent à avoir des niveaux inférieurs de développement humain. En effet, la corruption est considérée comme un facteur menaçant pouvant retarder la réalisation des objectifs du développement durable (ODD) en 2030 à travers le monde.

Compte tenu de l'impact de la corruption sur l'économie, il semble indispensable de la mesurer. Dans ce sens, on a assisté à un foisonnement de méthodes pour quantifier les actes de corruption. Avec l'émergence de ces différentes approches de mesure, une question d'une importance singulière consiste en l'inexistence de réflexion suffisante sur la lecture critique des indicateurs de mesure de la corruption. Et c'est pour contribuer à la relance du débat sur cette question que nous avons choisi d'aborder ce thème.

Pour répondre à cette question, nous allons présenter dans un premier temps les différentes mesures en partant de la première génération portant sur les indicateurs basés sur les perceptions, puis la seconde génération portant sur une analyse comparative dans le temps et l'espace, puis seront abordés les indicateurs inscrits dans la troisième génération qui permettent l'évaluation des risques de corruption spécifique. Dans la deuxième section, nous présenterons un examen critique des différents indicateurs, principalement ceux basés sur les perceptions. L'accent sera mis sur les limites liées à la définition et aux données utilisés, puis les limites méthodologiques. Enfin, la conclusion sera consacrée à la discussion des résultats de notre analyse et aux implications en matière de lutte contre la corruption.

## **1. Les instruments de première génération : mesures basées sur les perceptions**

La première génération de mesure de la corruption repose sur des enquêtes qui mesurent les perceptions des experts et des citoyens concernant la prévalence et la nature de la corruption. L'indice de perception (IPC) fourni par Transparency International et les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (WBGI), incluant une dimension « contrôle de la corruption », sont les deux mesures les plus communément utilisées. Ces deux indices, reposent sur la même approche méthodologique consistant à utiliser les sources de données transnationales existantes, telles que les notations d'experts, les sondages d'opinion publique et les enquêtes auprès des hommes d'affaires, pour générer un indicateur composite retraçant l'ampleur de la corruption dans un pays. En combinant un grand nombre de sources individuelles, ces mesures sont largement utilisées particulièrement pour des fins de sensibilisation. Toutefois, elles présentent un ensemble non négligeable de limites remettant en question leur fiabilité.

### **1.1. L'indice de perception de la corruption de Transparency International**

Lancé pour la première fois en 1995, L'IPC note et classe les pays en fonction du degré de corruption présent dans le secteur public d'un pays tel qu'il est perçu par les experts et les chefs d'entreprise. Il s'agit d'un indice composite, une combinaison de 13 enquêtes et évaluations de la corruption, rassemblées par une variété d'institutions. L'IPC est l'indicateur de corruption le plus largement utilisé dans le monde.

L'IPC 2020 est élaboré à partir de 13 sources de données produites par 12 institutions différentes qui saisissent les perceptions de la corruption relevées au cours des deux dernières années. L'IPC comprend uniquement des sources donnant un score qui correspond à un ensemble de pays fournissant une évaluation des perceptions de la corruption par des experts dans le secteur public. Les résultats collectés sont analysés de manière à classer les pays selon une échelle de 0 correspondant à un haut niveau de corruption à 100 renvoyant à un haut niveau de probité. Chaque pays est assigné d'un score qui permet de lui attribuer un rang qui sert à des fins comparatives avec d'autres pays.

Les aspects de la corruption couverts par les données source de l'IPC sont essentiellement : les pots-de-vin, le détournement de fonds publics, la prévalence de fonctionnaires utilisant la fonction publique à des fins privées sans subir de conséquences, la capacité des gouvernements à endiguer la corruption et à appliquer des mécanismes d'intégrité efficaces dans le secteur public, la paperasserie et les contraintes bureaucratiques excessives qui peuvent accroître les opportunités de corruption, les nominations basées sur le népotisme plutôt que sur la

méritocratie dans la fonction publique, des poursuites pénales efficaces contre les fonctionnaires corrompus, des lois adéquates sur la divulgation financière et la prévention des conflits d'intérêts pour les fonctionnaires, la protection juridique des lanceurs d'alerte, des journalistes et des enquêteurs lorsqu'ils signalent des cas de corruption et de versement de pot-de-vin, la captation de l'État par des intérêts particuliers étroits, et l'accès de la société civile aux informations sur les affaires publiques.

L'IPC a le mérite de mettre la question de la corruption sur l'ordre du jour de la politique internationale. Selon les termes de TI, chaque année on note les pays selon la corruption du secteur public. « Notre IPC transmet un message puissant contraignant les gouvernements à en prendre connaissance et Agir ».<sup>1</sup> Les chiffres traduisent la réalité quotidienne des personnes vivant dans ces pays sans toutefois saisir la frustration individuelle. L'IPC capture les points de vue éclairés des analystes, des hommes d'affaires et des experts dans les pays du monde entier.

### **1.2. L'indice de la Banque mondiale**

Le projet Indicateurs de gouvernance dans le monde (WGI) rapporte des indicateurs de gouvernance agrégés et individuels pour plus de 200 pays et territoires sur la période 1996-2019, pour six dimensions de la gouvernance dont la voix et responsabilité, la stabilité politique et absence de violence, l'efficacité du gouvernement, la qualité réglementaire, la règle de loi et le contrôle de la corruption<sup>2</sup>.

L'indice global de gouvernance varie entre moins de 2.5 et 2.5. Au fur et à mesure que le score s'approche de 2.5, la qualité des institutions s'améliore.

Ces indicateurs agrégés combinent les opinions d'un grand nombre d'entreprises, de citoyens et d'experts interrogés dans les pays industrialisés et en développement. Ils sont basés sur plus de 30 sources de données individuelles produites par divers instituts d'enquête, think tanks, organisations non gouvernementales, organisations internationales et entreprises du secteur privé. Les chercheurs de la Banque mondiale ont adopté à la base l'approche de l'IPC produit par Transparency International, en essayant de l'améliorer à plusieurs égards.

## **2. Les instruments de mesure de seconde génération : analyse comparative dans le temps et l'espace**

Pour passer des perceptions à des mesures plus objectives de la corruption, une deuxième génération d'indicateurs a tenté de mesurer directement la corruption au moyen d'enquêtes de

---

<sup>1</sup><https://www.transparency.org/research/cpi/overview>

<sup>2</sup><http://info.worldbank.org/governance/wgi/#home>

victimation et d'indicateurs de qualité bureaucratique. Cette nouvelle génération a pour objectif de mieux comprendre le fonctionnement de la corruption afin d'entreprendre des mesures plus adaptées de lutte contre ce problème. Ainsi, ces instruments de mesure sont conçus avec la particularité de mesurer le progrès dans le temps et offrir des comparaisons avec des pairs.

Deux grandes catégories d'outils de seconde génération ont été développées. Un ensemble d'outils cherche à aller au-delà des mesures d'expertise fondées sur la perception pour examiner l'expérience réelle des personnes exposées à la corruption tout en faisant face à un certain nombre de problèmes de mesure, tels que les effets de rappel et les problèmes de désirabilité sociale, ce sont les « enquêtes de victimation », qui ont pu révéler l'étendue globale de la corruption au niveau national. De plus, avec une stratification appropriée, ils pourraient être utilisés pour examiner l'étendue de la corruption en termes de l'approche genre également.

Le deuxième ensemble d'outils met l'accent sur les questions d'intégrité, de transparence et de responsabilité dans l'évaluation des systèmes, normes et pratiques anti-corruption des pays, c'est-à-dire les « intrants » de l'équation de la corruption. Ces outils ont débouché sur l'émergence d'un ensemble important et toujours croissant d'indicateurs désagrégés, qui décomposent le syndrome de la corruption en un certain nombre de composantes essentielles, entre autres, les processus budgétaires, gestion des finances publiques, pratiques commerciales, etc...D'ailleurs, l'objectif de ces instruments est de déterminer dans quelle mesure les pratiques et les dispositions anti-corruption existent, à savoir si les « intrants » appropriés, tels qu'un solide système anti-corruption, un processus budgétaire transparent, et des pratiques de gestion financière solides, sont mises en place afin de prévenir la corruption. Ces outils sont généralement destinés à l'examen à la fois du cadre juridique existant en termes de loi ou de réglementations ainsi que la manière dont les éléments contenus dans ces lois sont transposés dans la pratique (Heinrich et Hodess, 2011).

Les exemples incluent l'Indice d'Intégrité Global de TI, l'Indice du Budget Ouvert, le cadre des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA) et le rapport sur la promotion de la transparence des revenus. Le *Global Integrity Index*, établi pour la première fois en 2005, utilisant plus de 300 indicateurs pour examiner les aspects les plus pertinents du système de lutte contre la corruption d'un pays, tant en droit que dans la pratique. Les indicateurs comprennent des notes quantitatives (qui sont résumées dans un certain nombre de dimensions clés et une note globale pour le pays), ainsi que de brefs commentaires qualitatifs d'un expert dans le pays. Plus récemment, Global Integrity a commencé à adapter l'outil aux contextes

infranationaux et sectoriels. L'indice du budget ouvert, disponible depuis 2006, étudie les pratiques budgétaires des pays en matière de transparence et de responsabilité.

Pour l'enquête sur le Budget Ouvert, elle utilise 109 indicateurs pour mesurer la transparence budgétaire en se basant sur des critères internationalement reconnus mis au point par les organisations multilatérales. Elle est basée sur un questionnaire détaillé adressé par des organisations de la société civile et des chercheurs de près de 100 pays. Il a montré que l'établissement d'un processus budgétaire transparent peut être réalisé par un gouvernement avec une capacité et des ressources limitées. Ces indicateurs sont utilisés pour évaluer la mesure dans laquelle le gouvernement met à la disposition du public les huit documents budgétaires clés en temps opportun et si les données contenues dans ces documents sont exhaustives et utiles.

Coordonné par la Banque mondiale, le cadre des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA) est un autre exemple d'outil initié en 2005 et conçu pour évaluer une composante du système de prévention de la corruption, examinant la performance des systèmes publics de budgétisation et de comptabilité sur l'ensemble du budget cycle à base d'une gamme d'indicateurs. Les données sont collectées par les équipes de la Banque mondiale en collaboration avec des experts du gouvernement en cours d'évaluation. Le cadre PEFA est mis en place de manière continue au niveau des pays, sans essayer de standardiser la collecte de données entre ces derniers. En conséquence, il n'y a pas de rapports comparatifs sur les résultats.

### **3. Les instruments de troisième génération : évaluation des risques de corruption spécifiques**

Pendant que les outils de deuxième génération ont continué à se développer au cours des dernières années, une nouvelle vague de mesure de la corruption est apparue. Il s'agit d'un ensemble d'outils axé sur la capture des risques de corruption dans le cadre d'un contexte local spécifique. Bon nombre de ces outils sont issus des résultats de la recherche de deuxième génération, ce qui signifie que les essais précédents de mesure présentent des limites auxquelles la troisième génération de mesure a essayé de pallier.

D'ailleurs, durant la dernière décennie, l'accès croissant aux grandes bases de données et l'utilisation plus répandue d'internet ont donné naissance à cette nouvelle génération de mesures dont le point commun est la taille importante des sources de données utilisées. Parmi les exemples de telles mesures, citons IPaidABribe.com de l'Inde et les analyses des achats et acquisitions identifiant les valeurs aberrantes contractuelles, et les changements motivés par des considérations politiques dans l'attribution des marchés de l'État.

En la présence de nombreuses approches et méthodes pour mesurer la corruption dans certains secteurs, cette troisième génération d'indicateurs n'est pas facile à cerner. Une tentative de présentation de ces indicateurs a été fournie par Heinrich et Hodess (2011) suggérant que les indicateurs de troisième génération partagent un ensemble de caractéristiques communes, telles que la propriété étatique<sup>3</sup> des données, ces dernières sont collectées par des institutions étatiques contrairement aux mesures de première et seconde génération dont la collecte des données est confiée à des institutions indépendantes, le recours à une approche participative dans la collecte, la validation et l'interprétation des résultats ; le recours à différentes sources d'information auprès des différents acteurs à travers un processus de triangulation, ainsi que l'utilisation des indicateurs à des fins de plaidoyer et de gestion politique basée sur des preuves, par opposition aux mesures des deux premières générations qui se contentent de présenter les résultats de façon simple avec comme objectif principal la sensibilisation.

Parmi les premières tentatives de mesures objectives de la corruption qui peuvent être inscrites dans les indicateurs de troisième génération, nous pouvons inclure la recherche de Golden et Picci (2005) ayant suivi la différence entre la qualité de l'infrastructure existante et l'argent alloué pour construire cette infrastructure en Italie. Lorsque la différence existante est importante entre les sommes dépensées et l'infrastructure physique existante, davantage d'argent est détourné vers la mauvaise gestion, la fraude, les pots-de-vin, et les détournements de fonds ; autrement dit, la corruption est plus importante. Cette mesure a porté sur les 95 provinces et les 20 régions de l'Italie au milieu des années 1990, en contrôlant au niveau régional les différences possibles dans les coûts de la construction publique.

Un autre indicateur est l'IPI (indice d'intégrité publique) élaboré par Mungiu-Pippidi et Dadašov en 2016. L'IPI est constitué à base de plusieurs indicateurs et collecte des informations de chaque pays sur un ensemble de composantes. Ces dernières ont été sélectionnées sur la base d'années de recherche théorique et empirique portant sur le contrôle de la corruption. Ils sont intégrés au cadre théorique proposé par Alina Mungiu-Pippidi et publié par le Centre européen de recherche sur la lutte contre la corruption et le renforcement de l'État (ERCAS).

Cet indice est constitué de six composantes : indépendance judiciaire, fardeau administratif, ouverture commerciale, transparence budgétaire, citoyenneté électronique et liberté de la

---

<sup>3</sup>Les outils de troisième génération accordent une importance particulière à l'appropriation nationale, ce qui permet de prendre en considération les particularités contextuelles de chaque pays.

presse. Les composants de l'indice évoquent l'idée selon laquelle la corruption traduit au niveau national un équilibre entre opportunités et contraintes.

L'ERCAS publie l'IPI depuis sa première version en 2015. Sa publication relativement récente et la fréquence de publication sont à chaque deux années. Actuellement, il y a trois éditions 2015, 2017 et la nouvelle de 2019.

Bien que l'IPI puisse être classé comme un indicateur de troisième génération, une description détaillée des composantes individuelles des indicateurs montre que cet indicateur est encore à la limite de la troisième génération, car les sources et données utilisées ne sont pas seulement des données objectives mais en partie basées sur des avis d'experts.

Ci-dessous un tableau comparatif des trois générations de mesure de la corruption précédemment présentées :

**Tableau N°1 : Comparatif des trois générations d'indicateurs**

	<i>Indicateurs composites (Mesures de première génération)</i>	<i>Evaluations comparatives au niveau méso (Mesures de seconde génération)</i>	<i>Evaluations multi-méthodes spécifiques à chaque pays (Mesures de troisième génération)</i>
<i>Objectif principal</i>	Sensibilisation, dénonciation	Analyse comparative dans le temps et l'espace	Diagnostic, recommandations et politique / plaidoyer
<i>Principaux résultats</i>	Classement unique	Classements multiples ; rapports comparatifs	Evaluation approfondie de la corruption ou de la gouvernance
<i>Niveau d'agrégation</i>	Elevé	Moyen	Faible
<i>Nature des données</i>	Perceptions des experts	Des évaluations d'experts ou des enquêtes expérientielles	Sources de données multiples ; accent mis sur la triangulation
<i>Unité d'analyse</i>	Pays	Système de gouvernance	Institution, secteur, politique, sous-système
<i>Groupe cible</i>	Gouvernement, Commerce international ; Dirigeants, médias	Les donateurs internationaux, secteurs d'activité	Les donateurs locaux du pays, la société civile locale, les agents publics
<i>Propriété</i>	Institutions internationales	Institutions internationales en coopération avec les pays partenaires	Les parties prenantes du pays avec le support technique des institutions internationales

Source : Heinrich et Hodess (2011 :29)

#### **4. Examen critique des mesures de la corruption**

Malgré l'apport des différentes générations de mesure de la corruption, ces dernières ont plusieurs limites. En effet, plusieurs critiques sont émises : d'abord par rapport à la définition et aux données utilisées, puis en rapport avec les limites méthodologiques.

##### **4.1. Limites liées à la définition et aux données utilisées**

Nombreux auteurs estiment que les enquêtes utilisées par Transparency International ou la Banque mondiale, portent un regard assez semblable sur la corruption car elles ont une conception large de celle-ci. L'ambiguïté du concept de la corruption est particulièrement déroutante lorsque l'on tente de la mesurer. En effet, le type de définition choisi pour décrire la corruption influencera le cadre conceptuel, méthodologique et empirique adopté pour l'analyser (CEA, 2016).

Pour dépasser les spécificités relatives à chaque pays, les agences internationales désignent la corruption comme étant toute sorte d'abus de prérogatives publiques à des fins d'enrichissement personnel. Une telle définition rassemble toute sorte de déviance de toutes les personnes détenant un pouvoir public : les bureaucrates, les hommes politiques, les magistrats, etc...Ce faisant, elle étend la qualification de corruption à des pratiques qui ne constituent pas partout des infractions et, plus encore, qui ne sont pas considérées par tous comme des actes de corruption (clientélisme, abus d'influence). En conséquence, la définition retenue de la corruption porte essentiellement sur des considérations générales au regard des imprécisions de la définition.

Bresson (1990) de sa part, estime que le fait que les pratiques de la corruption soient vagues pose le souci de la saisir dans sa diversité (grande ou petite, politique ou administrative). Il annonce que les concepteurs des mesures sont plus dans l'objectif de comparaison, non de précision. Les mêmes propos sont appuyés par Thompson et Shah (2008) selon lesquels les indices de corruption traduisent des réalités avec insuffisamment de clarté du fait que les types de corruption et leur signification varient d'un pays à l'autre.

Pour les données utilisées, McMullan (1961) annonce que le problème préliminaire de la quantification de la corruption qu'on ne peut résoudre est celui de la preuve. En effet, les arguments et les déclarations sur la corruption ne peuvent être démontrés par des preuves factuelles ou statistiques du type normalement acceptable comme base d'une généralisation politique ou sociologique, Il y a beaucoup de rapports, d'histoires et de dossiers de procès qui illustrent la corruption dans différents pays, mais la corruption n'est pas un sujet qui peut faire l'objet d'enquêtes ouvertes au moyen de questionnaires et d'interviews. Ainsi, « même s'il était,

en principe, possible de quantifier le phénomène, il n'y aurait aucune possibilité pratique de le faire » (Mc Mullan, 1961, p.183).

De leur part, Mauro (1996) ; Davis et Ruhe (2003) suggèrent que les perceptions de la corruption ne sont peut-être pas sans relation avec celles tenant au développement économique. Par conséquent, les répondants des enquêtes utilisées par Transparency International sont bien des experts, mais nombre d'entre eux sont des experts dans le secteur de l'économie en général et non des experts de la corruption. Seule une partie dispose des connaissances nécessaires pour prétendre au statut d'expert ou être présenté comme tel. Dans la même logique, Bresson (1990) estime qu'il s'agit nettement d'une évaluation subjective, par les milieux économiques, de l'ampleur de la corruption dans les mécanismes de régulation économique-politique d'un pays.

Dans la même veine, le rapport de la CEA (2016), suggère que la majorité des indices de mesure de la corruption sont très subjectifs étant donné qu'ils sont basés sur des perceptions et qu'ils peuvent même traduire de façon déformée les réalités sur le terrain. Autrement dit, les opinions d'experts et les enquêtes de victimation restent largement influencées par le contexte économique et culturel dans lequel elles sont recueillies, les médias, ainsi que par le vécu et les expériences individuelles. En effet, il est difficile d'obtenir des données objectives, l'accès à ces dernières étant plus coûteux. Les enquêtes reposent en grande partie sur la collaboration des personnes interrogées, elles se préoccupent généralement de la façon dont la corruption agit sur un groupe de la société en particulier. Or, la corruption est un phénomène qui touche indifféremment les différents segments de la société. De surcroît, tant que les résultats des différentes enquêtes ne traduisent que les points de vue d'une minorité, des réformes fondamentales ne peuvent être entreprises (CEA, 2016).

Certains auteurs soulignent que la valeur perçue de la corruption ne reflète pas le montant absolu de la corruption, (Galtung, 1998). Alors que d'autres estiment que les indices de perception dépendent fortement des avis de groupes spécifiques telle que les élites représentées par les hommes d'affaires ou les experts (Andvig et al. 2000). Rohwer (2009) de sa part estime que l'indice de contrôle de la corruption produit par la Banque mondiale est biaisé dans la mesure où les personnes interrogées évaluent la corruption sur la base de leurs orientations politiques. En outre, Arndt et Oman (2006) ont critiqué l'IPC pour son hypothèse « discutable » quant à la relation entre la perception et l'ampleur réelle de la corruption.

Certains auteurs estiment que la quantification des jugements subjectifs transforme de manière inappropriée les jugements personnels en mesures impersonnelles. Dans ce sens, Treisman (2007 : 13) annonce que :

Il se pourrait aussi que les indices subjectifs largement utilisés ne capturent pas les observations de la fréquence de la corruption mais plutôt les déductions faites par les experts et les répondants à l'enquête sur la base de conceptions conventionnelles des causes de la corruption

De façon plus synthétique, Louis (2007) estime que l'IPC présente un ensemble de limites que sont : (i) d'abord l'insuffisance des connaissances d'une partie des experts chargés de l'évaluation du niveau de la corruption, (ii) leur attitude tolérante face à certains comportements corrompus, (iii) les perceptions des experts sont généralement semblables à celles des individus ordinaires et sont en effet soumises aux mêmes limites, (v) l'IPC n'atteint que la corruption « transparente » et non les comportements qui sont à la marge de ce qui est unanimement toléré et réprouvé

Au final, nous pouvons estimer que la corruption revêt différents aspects et que les comportements corrompus se déroulent généralement dans le plus grand secret, ce qui la rend logiquement difficile à mesurer de manière qui soit objective et précise notamment à travers les perceptions. Ces dernières restent en revanche les plus utilisées pour fournir les indices de mesure de la corruption malgré leurs nombreuses limites. Ceci dit, que ces indices sont certes utiles comme indicateurs de prévalence, mais ne peuvent servir pour des outils efficaces d'incitation aux réformes.

#### **4.1. Limites liées à la méthodologie utilisée**

Au-delà des critiques liées au concept de la corruption, nombreux spécialistes ont remis en question leur approche méthodologique et la fiabilité des données utilisées pour la construction des mesures.

Si l'on se réfère au rapport de la CEA (2016), il est clairement mentionné que les indicateurs actuels de corruption ne présentent guère un tableau fiable du phénomène particulièrement des continents classés parmi les plus corrompus à l'instar de l'Afrique. Dans le même rapport sont énumérés quatre problèmes méthodologiques de l'IPC : d'abord, les biais d'échantillonnage, le biais relatif aux comparaisons temporelles entre différents pays, la négligence de la dimension internationale de la corruption ainsi que les comparaisons d'une année à l'autre.

S'agissant des biais d'échantillonnage, les personnes interrogées sont un petit groupe de personnes, appartenant au domaine des affaires, des personnalités des médias ainsi que des agents non étatiques. Pour qu'un indicateur de corruption soit fiable, il est nécessaire que l'échantillon soit homogène, mais la pratique courante consiste à employer différents indicateurs résultant des enquêtes, collectionnées à travers des questions posées à un échantillon limité de personnes. À titre d'exemple, les hommes d'affaires représentent les sociétés multinationales faisant que leurs points de vue sont ceux d'un petit nombre de personnes ce qui rend l'inférence des résultats problématique. La focalisation sur des échantillons limités de personnes appartenant à une catégorie particulière de la société ne peut traduire une image réelle de la corruption, les expériences des individus pauvres, souvent victimes d'actes de corruption n'étant pas prises en compte.

Le biais relatif aux comparaisons temporelles entre les différents pays a été également soulevé, soulignant que comparer la corruption entre tel ou tel autre pays revient à comparer des pommes à des poires, dans la mesure où chaque pays possède une culture et des expériences distinctes. Les perceptions sont conséquemment influencées de façon différente, selon le contexte au sein duquel les individus sont interrogés. En effet, les comparaisons finales entre pays sont sujettes à de multiples biais et ne peuvent jamais être exactes. En outre, il existe le problème des comparaisons d'une année à l'autre. En effet, les entrées et sorties de certains pays peuvent influencer facilement le classement. S'ajoute à ceci le changement de l'échantillon et de la méthodologie adoptée, impliquant que pour comparer le score d'un pays au fil du temps, il est nécessaire de revenir aux sources individuelles.

Dans le même ordre d'idées, l'IPC et l'ICC ne sont pas facilement utilisables pour la comparaison entre pays ou pour la mesure dans le temps. En règle générale, tous les indicateurs sont basés sur une structure hiérarchique orientée de manière à permettre des comparaisons. Cependant, le caractère ordinal ne permet que des comparaisons biaisées. Étant donné que la position de chaque pays est déterminée par la position des autres pays notés à travers l'indice. La comparaison entre pays est davantage fondée sur l'indexation que sur une quantification appropriée, ou approximation, du niveau de corruption. Dans cette logique, Andvig et Al (2000) estiment que les mesures fournies par la Banque mondiale ne renseignent pas sur l'évolution des moyennes mondiales : le classement et les sources de données ne sont pas comparables d'une année à l'autre, car la composition de l'échantillon présentent des changements importants au fil des années. De façon similaire à l'ICC, l'IPC traduit le niveau de la corruption

à un moment donné sans prendre en compte l'évolution des perceptions de la corruption au niveau des pays.

Il faut également mentionner que la majorité des mesures existantes ne prennent pas en considération la dimension internationale de la corruption qui est très présente, particulièrement en Afrique. Cette dernière a proliféré notamment à travers les mouvements de capitaux illicites et les transferts électroniques de fonds. Les politiques de détection se trouvent incapables de faire face à ces nouvelles formes de corruption. Une surveillance efficace des mouvements dans les réseaux électroniques doit être mise en œuvre (CEA, 2016, p.34).

Une autre critique concerne le choix de créer des indicateurs composites et donc la confiance dans l'agrégation de différentes sources de données. Les deux mesures les plus utilisées sont le résultat d'agrégation : l'indicateur de lutte contre la corruption, publié par la Banque mondiale, composé de 21 évaluations et enquêtes différentes, tandis que l'IPC publié par Transparency International, est calculé à l'aide de 17 sources de données. Il convient également de mentionner les problèmes d'agrégation des données, particulièrement pour l'indice de contrôle de la corruption.

D'ailleurs, les outils de mesure qui regroupent un certain nombre de sources de données, ont leurs forces et faiblesses. D'une part, les indicateurs composites peuvent être utiles pour résumer un grand nombre d'informations provenant de plusieurs sources. Ce faisant, ils peuvent limiter l'influence de l'erreur de mesure des indicateurs individuels et potentiellement augmenter la précision de mesure d'un concept aussi large que la corruption. D'autre part, on peut courir le risque de perdre la précision et la clarté du concept. Par exemple, la Banque mondiale s'interroge sur la politique des pays et l'évaluation institutionnelle, les conflits d'intérêts, les politiques touchées par la corruption et les ressources publiques détournées vers le gain privé. Par conséquent, il n'est pas clair que mesure exactement l'indice global de gouvernance, lorsque les sources qui mesurent ces différents aspects de la corruption sont moyennées ensemble (Lambsdorff, 2008).

Un autre risque est celui consistant en la perte de validité interne due à l'impossibilité de garantir l'indépendance des différentes sources. En fait, l'agrégation de plusieurs sources de données peut également inclure des données reposant sur les mêmes sources pour la construction de leurs propres mesures. En conséquence, l'agrégation peut ne pas être basée sur des jugements indépendants, ce qui peut constituer un biais compromettant largement la précision conceptuelle de l'indicateur composite (Knack, 2006).

Une autre limite porte sur la collecte des données et les données manquantes. En effet, bon nombre de chercheurs ont émis des réserves quant à la transparence dans la collecte des informations (Arndt et Oman, 2006). D'ailleurs, le manque de données peut amener les chercheurs à chercher l'information provenant d'autres sources indépendamment de leur compatibilité avec les données recueillies. Dans ce cadre, Knack (2006) annonce que le poids accordé à différentes sources peut changer dans le temps. En l'absence d'informations, l'indicateur agrégé peut présenter des asymétries réduisant la validité de l'indicateur, en particulier comme mesure permettant de faire des comparaisons sur plusieurs années et entre les pays. Cette préoccupation s'applique tout particulièrement à des enquêtes comme l'ICRG (International Country Risk Guide), World Economic Forum's Executive Opinion Survey, l'indice de contrôle de corruption et l'IPC.

Un autre problème est celui lié au manque de transparence. D'une part parce que certains indicateurs reposent sur des sources qui ne sont pas accessibles au public (par exemple, ICRG International Country Risk Guide ou parce que la documentation fournie offre peu de renseignements par rapport aux différents aspects de la corruption pondérés et la nature des informations utilisées. Ce manque de transparence est qualifié par Knack et Keefer (1995) par « opaque » ce qui influence la crédibilité des scores et l'instauration des réformes.

#### ❖ Les effets Bandwagon et Halo

Les mesures subjectives sont sujettes à plusieurs effets pouvant grandement les influencer. Sequeira (2012), fait valoir que le premier biais cognitif affectant les mesures subjectives de la corruption est l'effet « *bandwagon* », ce qui tient au fait que la perception des répondants a tendance à se conformer aux perceptions communes de la corruption dans un pays donné. S'agissant de l'effet de Halo, il traduit la tendance à associer la corruption à un niveau de développement inférieur.

Dans la même perspective, plusieurs chercheurs ont observé que la perception de la corruption dans les pays moins développés peut être influencée par les niveaux de développement de chaque pays. Selon (Glaeser, La Porta, et Shleifer, 2004), il existe une corrélation entre les notations de gouvernance et les niveaux de développement, car il y a une interdépendance entre la perception de la corruption et les notations produites par des hommes d'affaires ou des agences de notation du risque commercial: la corruption doit être plus élevée dans les pays sous-développés et plus faible dans les pays les plus riches, car l'opinion des hommes d'affaires ou des experts universitaires peut être influencée par le fait que les sociétés peu développées et exposées aux conflits sont perçues comme plus corrompues.

Dans la même veine, Treisman (2007, p.1) estime que « les pays qui dépendent d'exportations de pétrole ou qui ont une réglementation commerciale intrusive et une inflation imprévisible sont jugés plus corrompus».

Ces biais affectent particulièrement l'indice de contrôle de la corruption, car l'indice global de gouvernance attribue une valeur majeure aux évaluations du risque commercial présentant de multiples corrélations entre elles. Pendant que Kurtz et Shrank soutiennent l'idée selon laquelle, l'effet de Halo peut justifier les fortes corrélations existantes entre l'indicateur d'efficacité du gouvernement et le taux de croissance (Kurtz et Schrank, 2008), Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2007) ont rejeté ces critiques en affirmant qu'il n'existe pas de base empirique robuste à l'appui de ce constat. Cependant, d'autres chercheurs ont récemment renforcé ce point en affirmant que les mesures des expériences de corruption effectives ne sont corrélées à aucun de ces facteurs de développement une fois que la variable revenu est contrôlée (Treisman, 2007).

Nous pouvons constater que malgré les critiques émises à l'égard des indices de corruption basés sur les perceptions ayant fait l'objet d'un examen minutieux et d'une part équitable de critiques, avec des préoccupations allant de leur précision conceptuelle à la transparence problématique des données et leurs sources, les choix concernant l'agrégation et la pondération, l'interdépendance potentielle des sources ainsi que leur seule dépendance aux mesures basées sur la perception. Ces indices ont joué un rôle important en plaçant la corruption à l'ordre du jour tant des décideurs politiques mondiaux que de la communauté de recherche en sciences sociales.

---

## Conclusion

Notre article a présenté trois générations de mesures de la corruption. La première renvoie aux indicateurs basés sur des perceptions, notamment l'indice de perception de la corruption de Transparency International et l'indice de contrôle de la corruption de la Banque mondiale. La deuxième génération d'indicateurs tente de mesurer la corruption au moyen d'enquêtes de victimation et d'indicateurs de qualité bureaucratique. La troisième génération tente de mesurer la corruption de façon plus objective en mettant l'accent sur l'expérience de la corruption dans un pays et un secteur spécifique.

Nous avons remarqué que les générations se complètent en termes d'objectifs, de produits, de groupes cibles et d'approches. Néanmoins, elles présentent un ensemble de limites particulièrement pour les indicateurs de première et seconde génération. En effet, les mesures de corruption sont confrontées au nombre important de définitions : le type de définition choisi détermine le cadre conceptuel, méthodologique et empirique adopté pour l'analyser. En outre, les pratiques de corruption ne sont pas saisies dans leur diversité. De plus, les opinions d'experts et les enquêtes de victimation restent largement influencées par le contexte économique et culturel dans lequel elles sont recueillies, les médias, ainsi que par le vécu et les expériences individuelles. Ainsi, il est difficile d'obtenir des données objectives, l'accès à ces dernières étant plus coûteux.

L'approche méthodologique d'élaboration des mesures a également fait l'objet de plusieurs critiques. Les principales critiques émises portent sur les biais d'échantillonnage, le biais relatif aux comparaisons temporelles entre différents pays, la négligence de la dimension internationale de la corruption ainsi que les comparaisons d'une année à l'autre. Une autre limite porte sur la collecte des données et les données manquantes. Il existe également certains biais, entre autres, l'effet Bandwagon et l'effet de Halo. Bon nombre de chercheurs, ont émis des réserves quant à la transparence dans la collecte des informations et l'agrégation excessive des données.

Au regard des résultats de notre analyse, nous pouvons constater qu'après le passage d'indicateurs basés sur des données agrégées vers une nouvelle génération orientée plutôt vers des données de plus en plus désagrégées, il est important de rassembler les outils et approches méthodologiques de mesure de la corruption dans un ensemble homogène. Nous suggérons également de recourir à une approche multi-disciplinaire dans l'élaboration des différents indicateurs et de mettre l'accent sur les particularités contextuelles des différents pays notamment par la prise en considération des institutions informelles.

## BIBLIOGRAPHIE

- Andvig, J. C., Amundsen, I ; Fjeldstad, O.-H., Sissener, T et Søreide, T. (2001). *Research on Corruption: A Policy Oriented Survey*. Oslo, Norvège : NUPI
- Arndt, C. et Oman, C. (2006). *Uses and Abuses of Governance Indicators*. Paris, France : Centre de développement de l'OCDE
- Bresson, J.C. (2009). *Economie politique de la corruption et de la gouvernance*. Paris: Harmattan.
- Davis, J.H. et Ruhe, J.A. (2003). Perceptions of Country Corruption: Antecedents and Outcomes. *Journal of Business Ethics*, 43(4), 275-288
- Galtung, F. (1998). Criteria for sustainable corruption control. *The European Journal of Development Research*, 1, 105-128.
- Glaeser, E-L., La Porta, R., Lopez-de-Silanes F., et Shleifer, A. (2004). Do Institutions Cause Growth?. *Journal of Economic Growth*, 9(3), 271-303.
- Golden, Miriam A., Picci, L. (2005). Proposal for a New Measure of Corruption, illustrated with Italian data. *Economics & Politics* 17 (1), 37-75.
- Heinrich, F et Hodess, R. (2011). Measuring corruption. Dans A. Graycar et R.G. Smith (dir.), *Handbook of Global Research and Practice in corruption* (p.19-33). UK: Edward Elgar Publishing
- Kaufmann, D., Kraay, A. et Mastruzzi, M. (2007). *The Worldwide Governance Indicators Project: Answering the Critics* (Publication no 4149). Washington: DC, USA: World Bank
- Knack, S. (2006). *Measuring Corruption in Eastern Europe and Central Asia: A Critique of the Cross-Country Indicators*. (Publication n° 3968). Washington, D: C, World Bank. Repéré à : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/8377>
- Knack, S. et Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures. *Economics and politics*, 7(3), 207-227. doi: [doi.org/10.1111/j.1468-0343.1995.tb00111.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-0343.1995.tb00111.x)
- Kurtz, M, et Schrank, A. (2007). Growth and Governance: Models, Measures, and Mechanisms. *Journal of Politics*, 69(2). pp. 538-554. Repéré à <https://ssrn.com/abstract=1065965>
- Lambdorff, J.G. (2008). *The methodology of the corruption perceptions index*. Repéré à [http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/2008](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2008)

Louis, G. (2007). De l'opacité à la transparence : les limites de l'indice de perceptions de la corruption de transparency international. *Déviance et Société*, 31, (1), 41-64. doi:10.3917/ds.311.0041.

Mauro, P. (1996). *The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure*. (Publication no 96/98), Washington, USA : IMF

McMullan, M. (1961). A theory of corruption: Based on a Consideration of Corruption in the Public Services and Governments of British Colonies and ex colonies in West Africa, *Sociological Review*, 9(2), 181 – 201

Mungiu-Pippidi, A, et Dadasov, R. Measuring Control of Corruption by a New Index of Public Integrity (June 1, 2016). *European Journal on Criminal Policy and Research* (Juin 2016).

Comission économique pour l'Afrique. (2016). Mesurer la corruption en Afrique : prendre en compte la dimension Internationale.

Rohwer, A. (2009). Measuring Corruption: A comparison between the transparency international's corruption perceptions index and the world bank's worldwide governance indicators. *Research Reports*, 7(3), 42-52.

Sequeira, S. (2012). Advances in Measuring Corruption in the Field. Dans D. Serra et L. Wantchekon (dir.), *New Advances in Experimental Research on Corruption* (p. 145-175) Bingley, England: Emerald Group Publishing Limited

Thompson, T. and A. Shah (2005). *Transparency International's Corruption Perceptions Index: Whose Perceptions Are They Anywhere?*

Treisman, D. (2007). What have we learned about the causes of corruption from ten years of crossnational empirical research?. *Annual Review of Political Science*, 10, 211-244.













